

délégation prendront part à l'assemblée générale annuelle du Conseil des gens d'affaires Canada-Chine, qui a contribué de manière admirable à l'organisation de cette mission. De Beijing, le premier ministre se rendra à Shanghai, à Hong Kong, en Indonésie et au Viet Nam afin d'y promouvoir les intérêts du Canada.

Des efforts d'expansion des marchés tels que cette mission sont une partie de la solution, mais il n'en demeure pas moins que notre participation restreinte dans la région Asie-Pacifique est le résultat de barrières tarifaires et non tarifaires, de pratiques et normes discriminatoires, et de règles et coutumes mal définies — auxquelles nous devons nous attaquer et que nous devons éliminer progressivement.

Je suis convaincu que vous serez d'accord avec moi pour reconnaître que l'Uruguay Round a eu pour effet de supprimer bon nombre de ces obstacles, en proposant simultanément des mesures d'ouverture des marchés et l'adoption de nouvelles règles ou de règles plus équitables. Pour tirer profit de ces mesures, qui devraient permettre, d'ici l'an 2005, des augmentations du revenu mondial d'au moins 500 milliards de dollars par année, il faut que les différents pays s'empressent d'approuver la législation de mise en oeuvre de l'accord. En ce qui concerne le Canada, je suis fier d'annoncer que nous avons déposé aujourd'hui notre loi de mise en oeuvre au Parlement, et je suis confiant que l'accord sera ratifié d'ici le 1<sup>er</sup> janvier, date prévue pour la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce [OMC]. J'espère que les autres pays en feront autant au cours des deux prochains mois, et je les invite à le faire.

L'Uruguay Round aura des répercussions favorables sur la croissance économique et les relations commerciales des pays développés, mais l'histoire retiendra que ces négociations ont contribué de manière importante à jeter un pont entre les pays du Nord et ceux du Sud. Tout au long des négociations, nous avons assisté à une modification du rôle joué par les principaux intervenants. Plus important encore, les pays en développement, de l'APEC [Coopération économique Asie-Pacifique] et d'autres régions du monde, ainsi que les «économies en transition», ont exigé et obtenu d'occuper une place égale à la table de négociation. Ils ont insisté pour que leurs besoins soient pris en compte et se sont montrés disposés à assumer une plus grande part des responsabilités. Ce fait est prometteur pour la concrétisation des résultats du Round et pour l'avenir.

Bon nombre d'entre vous connaissez les résultats de l'Uruguay Round, mais si vous le permettez, j'aimerais prendre quelques instants pour rappeler les avantages que pourra en tirer la région Asie-Pacifique.

- L'accès aux marchés pour les produits industriels sera nettement amélioré par la réduction d'au moins un tiers de la plupart des droits de douane. Il y aura aussi des réductions encore plus importantes, notamment des droits de douane nuls dans une dizaine